

Prêts bonifiés et avances remboursables : prorogation jusqu'au 30 juin 2022



© 2022 Les Echos Publishing

Pour soutenir la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise sanitaire du Covid-19 et qui n'ont pas trouvé de solutions de financement suffisantes auprès de leur banque ou d'un financeur privé, les pouvoirs publics ont mis en place, au mois de juin 2020, un dispositif d'aides sous la forme d'avances remboursables et de prêts à taux bonifié. L'aide étant destinée à financer leurs besoins en investissements ou en fonds de roulement.

Initialement ouvert jusqu'au 31 décembre 2020, ce dispositif avait été prolongé une première fois jusqu'au 30 juin 2021, puis une deuxième jusqu'au 31 décembre 2021. Eu égard au contexte sanitaire, il vient à nouveau d'être prorogé, cette fois jusqu'au 30 juin 2022.

Sachant que les conditions et modalités d'application de ce dispositif ont été modifiées. Voici donc celles qui sont en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Entreprises éligibles

Ce dispositif est réservé aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux micro-entreprises :

- qui n'ont pas obtenu de prêt garanti par l'État (PGE) suffisant pour financer leur exploitation ;
- qui justifient de perspectives réelles de redressement de l'exploitation ;
- qui ne faisaient pas l'objet d'une procédure collective (procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) au 31 décembre 2019.

À noter : les entreprises redevenues en bonne santé financière à la suite de l'arrêté d'un plan de sauvegarde ou de redressement sont éligibles au dispositif.

Forme et montant de l'aide

L'aide est attribuée sous la forme d'un prêt à taux bonifié, à un taux d'intérêt fixe prévu par la Commission européenne, dont le montant est limité à :

- la masse salariale en France estimée sur les deux premières années d'activité, pour les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- 25 % du chiffre d'affaires hors taxes 2019 (ou, le cas échéant, du chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos disponible), pour les entreprises créées avant le 1^{er} janvier 2019 ;
- par exception, pour les entreprises considérées comme innovantes, jusqu'à deux fois la masse salariale constatée en France en 2019 ou, le cas échéant, lors de la dernière année disponible.

Elle peut aussi prendre la forme d'une avance remboursable dont la durée d'amortissement est limitée à 10 ans, avec un différé d'amortissement en capital est limité à 3 ans. Son montant étant limité à 2,3 M€.

À qui demander l'aide ?

Pour bénéficier de l'aide, les entreprises doivent en faire la demande auprès du comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) dont elles dépendent. Ce dernier est situé à la Direction départementale des finances publiques ou au Service des impôts des entreprises.

Le Comité rend ensuite un avis sur la demande de financement en prenant en compte le positionnement économique et industriel de l'entreprise, et notamment son caractère stratégique et son savoir-faire reconnu, sa position critique dans une chaîne de valeur et son importance au sein du bassin d'emploi local.

La décision d'attribution de l'aide fait l'objet d'un arrêté du ministre de l'Économie.

[Décret n° 2021-1915 du 30 décembre 2021, JO du 31](#)

© 2021 Les Echos Publishing